

contre les protestants, n'avait eu d'autre projet que de préparer la ruine de la Grande-Bretagne; aussi le nonce Spada et les jésuites confesseurs des rois et des ministres de France et d'Espagne reçurent-ils de sa Sainteté l'ordre de stimuler le duc Olivarez et le cardinal-ministre, pour qu'ils concertassent leur plan d'attaque contre l'Angleterre.

Pour la cour de Rome, cette guerre d'invasion était d'autant plus favorable, que de toutes manières elle devait amener la soumission de la Grande-Bretagne au papisme, soit que Charles I<sup>er</sup> prît le parti de se ranger à son obéissance pour éviter les hostilités, soit qu'il se résolût à entamer une guerre dont le résultat n'était pas douteux, sa majesté britannique se trouvant en butte à la haine des catholiques et des protestants de ses états, à cause de son despotisme.

Charles I<sup>er</sup> avait bien compris la difficulté de sa position; n'osant pas s'exposer aux chances d'une lutte contre la France et l'Espagne, il chercha d'abord à temporiser; et pour mettre le pape dans ses intérêts, il parut incliner en faveur des doctrines ultramontaines, sans toutefois y adhérer d'une manière formelle; ensuite il prit l'engagement secret de travailler à la conversion de ses peuples, sous la condition que sa Sainteté ferait dissoudre la ligue.

Urbain VIII, satisfait de se voir au but qu'il se proposait d'atteindre, la soumission du roi d'Angleterre, ne voulut pas brusquer les choses, et se contenta des assurances formelles que Charles I<sup>er</sup> donnait de se convertir. D'ailleurs il entra dans les vues du pontife de mettre un terme aux guerres, pour ne pas fournir aux rois de France et d'Espagne, aussi bien qu'à l'empereur d'Allemagne, l'occasion d'augmenter leur

influence sur l'Europe, et d'annihiler en quelque sorte l'autorité du saint-siège. En effet, les succès des armes de Ferdinand II ne laissaient pas que de donner des inquiétudes sérieuses à la cour de Rome pour l'avenir; Urbain VIII voyait avec déplaisir s'étendre démesurément la maison d'Autriche, et redoutait que l'empereur, maître du Nord, ne se rabattît sur le Midi, et qu'il ne lui prît fantaisie de faire revivre des prétentions de souveraineté sur les états de l'Église.

Ces craintes étaient d'autant mieux fondées, qu'après la chute du roi de Danemarck Christiern IV, qui, chassé de ville en ville par les généraux Wallenstein et Tilly, se trouvait acculé à sa dernière place fortifiée, la ville de Glückstadt, rien ne pouvait empêcher Ferdinand d'ajouter les états de Danemarck à son empire et de se trouver ainsi le plus puissant monarque de l'Europe. Sa Sainteté eut donc soin de faire intervenir le jésuite confesseur du prince dans la question, et fit accorder à Christiern IV une paix beaucoup plus avantageuse qu'il n'eût dû l'espérer, car elle lui conserva l'intégrité de ses états. La raison de cette sollicitude singulière de la cour de Rome pour les protestants venait de ce qu'elle n'avait plus rien à redouter de gens réduits aux dernières extrémités, et de ce qu'elle songeait sérieusement au contraire à diminuer la prépondérance de l'empire d'Allemagne.

Urbain VIII avait les mêmes motifs de se défier de l'Espagne, qui commençait à peser sur les états d'Italie, et menaçait un jour de les faire passer sous sa domination avec l'appui de l'empereur; mais n'osant point rompre avec Philippe IV, il continuait à demeurer son allié, prêt à se tourner

contre lui à la première occasion : elle ne se fit pas attendre ; un événement imprévu vint mettre tous les grands intérêts politiques en présence. Don Vincenzo, duc de Mantoue, était au lit de mort et ne laissait aucun héritier direct. Le duc de Nevers, son plus proche parent, qui était Français, ayant abandonné ses droits en faveur de son fils Charles, duc de Réthel, celui-ci se porta tout naturellement héritier du Mantouan et du Montferrat. Comme il était présumable que l'Espagne ne permettrait pas qu'un prince français s'établît dans l'Italie supérieure si on lui laissait le temps de s'opposer à son installation, Urbain VIII fit écrire par Strizzio, ministre de Vincenzo, au duc de Réthel, qu'il eût à se rendre secrètement à Mantoue pour faire reconnaître ses droits par le vieux duc, ce qui eut lieu sans aucune difficulté de la part du moribond.

Il existait encore une princesse de la famille ducale, une arrière-petite-fille de Philippe II, qui était religieuse. Sa Sainteté avait prévu que l'Espagne chercherait à produire des prétentions en faveur de cette jeune fille ; et pour enlever jusqu'au moindre prétexte de guerre à Philippe IV, elle avait envoyé une dispense de mariage ; de sorte que, dans la même soirée, cette jeune fille fut retirée de son couvent et mariée au duc François. Peu d'heures après, le vieillard Vincenzo rendit le dernier soupir, et Charles de Réthel fut salué prince de Mantoue.

Cette nouvelle causa une grande sensation à Madrid. Le duc d'Olivarez, furieux de se voir joué par un jeune homme, laissa éclater sa colère, et annonça qu'il ferait repentir le nouveau prince de sa témérité. Pour réaliser ses menaces il

lui suscita deux ennemis puissants, les ducs de Guastalla et de Savoie, qui élevèrent des prétentions, l'un sur le duché de Mantoue, l'autre sur le Montferrat, regardé comme la clef du Milanais. Ensuite il envoya ordre à don Gonzalez de Cordova, gouverneur de Milan pour Philippe IV, de prendre à l'instant les armes et de joindre ses troupes à celles des ducs de Guastalla et de Savoie.

Urbain VIII, le machinateur de toute cette affaire, expédia aussitôt des courriers à la cour de Louis XIII pour l'instruire de ce qui se passait, et l'engager à venir au secours du duc de Mantoue. Sa Sainteté offrait en outre au roi de France de se mettre à la tête d'une ligue contre l'Espagne, pour lui enlever le Milanais, la Sicile et le royaume de Naples. Cette proposition flattait trop agréablement l'ambition de Louis pour qu'il ne l'acceptât pas. Sa majesté rassembla immédiatement une armée ; et quoiqu'on fût au milieu de l'hiver, elle l'envoya attaquer les défilés des Alpes, qui étaient gardés par les troupes du duc de Savoie. En moins de trois semaines les défilés furent emportés, la ville de Suze prise d'assaut, et Victor Amédée contraint à demander la paix. Le roi de France fit alors préparer un traité qui posait les bases d'une ligue perpétuelle entre lui, sa Sainteté, la république de Venise et le duché de Mantoue.

Ces deux dernières puissances s'empressèrent de le ratifier ; mais le pontife, qui avait atteint son but en mettant aux prises les deux monarchies les plus redoutables de la chrétienté, pensant qu'elles se détruiraient l'une l'autre, ne voulut plus adhérer à aucun traité. Il prétexta même que le conseil des cardinaux s'opposait à ce qu'il prît une part active

dans la lutte avant de connaître la détermination de l'empereur; excuse détestable, car le saint-père non-seulement faisait bon marché des observations du sacré collège, qu'il n'admettait pas même à délibérer, mais encore, à l'égard de Ferdinand II, il ne se faisait nullement faute de montrer combien il lui était devenu odieux, et il disait ouvertement qu'il suffisait qu'une réclamation, même la plus légitime, vint de la cour de Vienne pour être repoussée. Ainsi, Ferdinand ayant fait demander au pape que saint Étienne et saint Wenceslas, deux anciens roi de Hongrie, fussent admis dans le calendrier romain, sa Sainteté avait répondu ironiquement qu'ils n'étaient pas dignes d'un tel honneur. Dans une autre occasion, l'empereur ayant sollicité l'autorisation de conférer les emplois ecclésiastiques rendus libres par l'édit de restitution, le pape avait rejeté sa demande comme portant atteinte au concordat passé entre l'empire et le saint-siège; ce qui était un mensonge, puisque le roi de France, en vertu même du concordat de François I<sup>er</sup>, exerçait précisément dans ses états le droit réclamé par Ferdinand. Enfin, celui-ci ayant demandé à Rome la permission de transformer en collèges pour les jésuites les couvents acquis par l'édit de restitution, sa Sainteté, au lieu d'accéder à ce désir, lui avait ordonné de remettre immédiatement ces monastères aux évêques.

L'imbécile monarque restait toujours soumis, se contentant de dire que, malgré le pape, il ne cesserait de se montrer le champion dévoué du catholicisme. Pour joindre l'exemple au précepte, il mit trois armées en campagne; l'une, qu'il envoya au secours des Polonais attaqués par les Suédois, et

qui rétablit les affaires des premiers; l'autre, qu'il fit porter vers les Pays-Bas pour opérer sa jonction avec les troupes espagnoles; et la troisième, forte de trente-cinq mille hommes, qu'il dirigea sur l'Italie pour s'emparer de Mantoue. D'abord tout ploya devant les Allemands; la Suisse, qui avait voulu maintenir sa neutralité et refuser le passage, fut contrainte de céder; les défilés des Grisons furent enlevés, et l'armée impériale descendit du sommet des Alpes en suivant les bords de l'Adda et de l'Oglio, et se dirigea vers le Mantouan. De leur côté, les Espagnols pénétrèrent dans le Montferrat, sous la conduite de Gonzalve de Cordoue, pour combattre les Français, qui s'étaient emparés de Saluces et de Pignerol; et ces trois redoutables puissances, attirées sur le sol de la haute Italie par le pontife, se préparèrent à faire couler des fleuves de sang pour le triomphe du saint-siège.

Mais ce que n'avait pu prévoir Urbain VIII, c'est que Ferdinand II, ce prince si dévoué à la cour de Rome, secouerait enfin le joug des prêtres, et porterait l'audace jusqu'à vouloir compter avec le pape et revendiquer la souveraineté de la haute Italie. C'est cependant ce qui arriva: l'empereur, victorieux en Italie, en Pologne et dans les Pays-Bas, se prit à avoir de l'orgueil, et fit signifier à sa Sainteté qu'il voulait recevoir la couronne de ses mains, et qu'elle eût à se rendre à Bologne ou à Ferrare pour la cérémonie. Urbain VIII n'osa pas refuser, et chercha seulement à gagner du temps; la cour de Vienne pénétra ses intentions, le mit en demeure de s'expliquer, et réclama en outre la suzeraineté des duchés d'Urbino et de Montefalco.

Comme sa Sainteté hésitait encore à donner une réponse

et à déclarer sa détermination à l'égard des nouvelles prétentions qu'élevait l'empereur sur les domaines de l'Église, le farouche Wallenstein, un des généraux de Ferdinand, osa mettre en délibération si on irait attaquer Urbain VIII jusque dans Rome, donnant à entendre que cette ville n'avait pas été pillée depuis près d'un siècle; que depuis cette époque les papes l'avaient enrichie des dépouilles des autres peuples, avaient amoncelé dans les caves du Vatican des sommes énormes, et qu'on ne devait pas dédaigner une si belle occasion de s'emparer de trésors immenses, de relever l'empire de Charlemagne, et de le rendre héréditaire dans la maison d'Autriche.

Ces projets paraissaient d'autant plus faciles à réaliser qu'aucune puissance n'était en état de s'opposer aux volontés de Ferdinand II; les Pays-Bas étaient envahis, les villes protestantes subjuguées, le roi de Danemarck vaincu; l'Italie tremblait devant les armées impériales; la France, toute entière aux discordes que fomentaient Gaston d'Orléans et la reine-mère pour renverser le cardinal-ministre, restait indifférente à ce qui se passait au dehors. Urbain VIII commençait à désespérer du salut de l'Église, lorsqu'il se rappela qu'il existait aux extrémités du nord de l'Europe un prince protestant redoutable par sa valeur, Gustave-Adolphe, qui pouvait opérer une diversion favorable au saint-siège, en portant la guerre dans les provinces de l'empire. Urbain envoya immédiatement un ambassadeur à Richelieu, le fit entrer dans ses vues, et obtint qu'il ferait conclure un armistice entre la Pologne et la Suède; puis, quand la guerre eut cessé sur ce point, sa Sainteté s'entendit avec la France pour

fournir au roi de Suède les sommes nécessaires à l'entretien d'une armée formidable destinée à envahir l'Allemagne, ne lui imposant point d'autre condition que celle de tolérer le culte catholique partout où il le trouverait établi; clause qui fut tenue secrète, dans la crainte que cette tolérance n'éveillât les susceptibilités des réformés.

Enfin il y eut à Leipzig une assemblée générale de princes et d'électeurs protestants, et tous d'un commun accord décidèrent qu'on ferait la guerre à Ferdinand. Cette coalition, quoique formidable, n'eût peut-être pas suffi pour renverser la puissante maison d'Autriche, qui était au plus haut degré de prospérité, si les confédérés n'avaient été secondés dans leur entreprise par les peuples, qui avaient hâte de secouer le joug insupportable du baron de Wallenstein, le favori du prince, l'un de ses plus habiles généraux, il est vrai, mais aussi le plus cruel, le plus despote, le plus infâme de ses ministres.

Gustave-Adolphe ouvrit la campagne et se dirigea vers le bas Oder, chassant devant lui les troupes allemandes et grossissant son armée d'une foule de mécontents. Arrivé sous les murs de Leipzig, il rencontra le comte de Tilly, mit son corps d'armée en déroute, et poussa rapidement jusqu'à Mayence, qu'il emporta d'assaut.

Tous les princes opprimés vinrent se ranger sous les étendards du roi de Suède; et le parti de la réforme, peu d'instants auparavant écrasé et vaincu, se trouva en état de dicter des lois à ses oppresseurs; les ministres protestants revinrent aussitôt dans le Palatinat et parcoururent toutes les provinces de l'empire à la suite de l'armée de Gustave-Adolphe pour ranimer l'enthousiasme religieux.

Sa Sainteté ne cacha pas la joie que lui causait le triomphe du roi de Suède et l'abaissement de la maison d'Autriche, ce qui provoqua de la part de l'ambassadeur de Ferdinand des représentations énergiques. L'empereur, instruit de cette circonstance, écrivit à Urbain pour lui témoigner son mécontentement et l'avertir qu'aussitôt qu'il aurait chassé de l'Allemagne Gustave-Adolphe et ses trente mille hérétiques il viendrait régler ses comptes avec le saint-siège. Le saint-père lui répondit par cette seule phrase : « Alexandre a fait » la conquête du monde avec trente mille Grecs. »

Urbain montra moins d'égards encore pour les cardinaux espagnols, qui, à l'instigation du duc d'Olivarez, essayèrent de lui faire des remontrances au sujet de son alliance avec un souverain protestant; et le cardinal Borgia ayant osé, en plein consistoire, lui représenter le scandale de sa conduite et l'accuser de travailler à la ruine de la religion, il se leva de son siège, vomit un torrent d'injures et de blasphèmes contre le prélat assez hardi pour tracer une règle de conduite au vicaire de Dieu; et comme celui-ci voulait répondre, sur un signe du pontife le cardinal Barberino, qui était d'une force athlétique, se jeta sur Borgia, le renversa à terre, et le traîna par les cheveux hors de la salle du consistoire.

Après cette scène de violence, tous les membres de l'assemblée se séparèrent en tumulte, les Espagnols annonçant hautement qu'ils allaient provoquer la réunion d'un concile pour juger le pape et procéder à sa condamnation. Les jésuites mêmes, qui voyaient leur puissance anéantie en Allemagne par le fait de l'invasion de Gustave-Adolphe, se montrèrent hostiles à Urbain VIII; et le confesseur du duc d'Oli-

varez, un des principaux dignitaires de l'ordre, publia un livre sur les attributions du chef suprême de l'Église, et prouva par des raisonnements très-logiques que les papes n'avaient aucun pouvoir canonique au delà de leur évêché de Latran, et qu'ils n'étaient pas plus élevés en dignité que les autres évêques. La cour de Madrid trouva les arguments des jésuites tellement en rapport avec son propre sentiment, qu'on délibéra dans le conseil du roi catholique, si on enlèverait au pontife la collation des bénéfices de l'Espagne, et si on érigerait une daterie pour recevoir l'argent prélevé sur les ecclésiastiques du royaume par l'Église romaine.

D'un autre côté, les événements prenaient en Allemagne une direction bien différente de celle que le pape avait prévue; sa Sainteté, en s'alliant aux hérétiques, avait bien compté concourir à l'affaiblissement de la maison d'Autriche, mais non à sa ruine, qui entraînait nécessairement celle du catholicisme. Or, le roi de Suède semblait avoir pris trop au sérieux la mission dont il s'était chargé d'humilier l'empereur; son armée avait envahi la Bavière, après avoir défait une seconde fois le comte de Tilly, qui était resté sur le champ de bataille; un de ses lieutenants, le duc Bernard de Saxe-Weimar, avait pénétré dans le Tyrol et menaçait l'Italie avec les vieilles bandes suédoises. Il n'était plus possible de douter que les intentions de Gustave-Adolphe ne fussent changées, et qu'il ne songeât à profiter de sa fortune pour faire triompher le protestantisme et transformer en principautés temporelles les évêchés de l'Allemagne méridionale; déjà même le prince avait annoncé qu'il voulait établir sa résidence à Augsbourg.